

Je veux parler, naturellement, de l'industrie pétrolière de l'Alberta, qui a beaucoup dépendu de son aptitude à attirer des capitaux américains au pays. Je ne connais pas le chiffre courant des investissements dans cette industrie, mais je me risque à l'établir à des millions et des millions de dollars. L'industrie pétrolière s'intéresse présentement à une foule de régions de l'Alberta, des Territoires du Nord-Ouest et de l'Arctique. L'exploitation de ces régions exigera, il va sans dire, une grande affluence de capitaux américains. Au nombre de ces entreprises, il y a naturellement le projet panarctique auquel participe le gouvernement et plusieurs sociétés pétrolières du Canada et des États-Unis. Je crois personnellement que nous n'aurons jamais trop de réserves pétrolières. Nous devons, par tous les moyens dont nous disposons, encourager l'industrie pétrolière à se développer et à trouver de nouvelles réserves. Les exploitants de gisements pétrolières se sentent encouragés par l'annonce que le gouvernement des États-Unis n'imposera pas, en général, de restrictions sur l'exportation de capitaux au Canada.

Je dois dire que lorsque le rapport Carter a été déposé l'an dernier, l'industrie pétrolière s'est opposée fortement aux concepts qu'il exposait. Beaucoup de sociétés hésitaient alors à donner suite à leurs projets de développement, de peur qu'on n'applique les recommandations du rapport. Quand, dans son exposé budgétaire de décembre, il a déclaré que les recommandations Carter seraient mises aux oubliettes pour un temps indéfini, le ministre des Finances leur a donné une cause d'encouragement.

En exorde de ses commentaires sur les crédits supplémentaires, le ministre a dit, comme on peut le lire page 7332 du hansard:

La tâche urgente à laquelle doivent immédiatement faire face le gouvernement et le Parlement est de prendre les mesures qui sont de nature à étayer la confiance dans l'économie canadienne et le dollar canadien au milieu des incertitudes croissantes qui assaillent la finance internationale.

Je pense que c'est là une des difficultés que rencontre le ministre des Finances. Il n'est pas prêt à prendre position sur une question touchant les finances tant que la situation n'est pas urgente et ne réclame pas une solution immédiate.

Il remédie aux situations après coup au lieu de faire en sorte que la planification gouvernementale influe sur l'avenir du pays. Je relève ceci dans le paragraphe suivant du discours du ministre, à la page 7332 du hansard:

Il y a peu de choses que nous puissions faire, dans ce Parlement, pour influencer sur les forces sous-jacentes qui agissent sur les marchés internatio-

naux. Nous avons l'obligation de faire en sorte de ne pas contribuer, soit par notre action ou notre inertie, à affaiblir notre position et aggraver la situation financière mondiale.

Ces remarques confirment ce que je viens de dire, à savoir que le ministre des Finances et le gouvernement appliquent des remèdes après que l'irréversible est arrivé. Je pense, notamment, à la spéculation à la hausse dont on entendra parler davantage d'ici la fin de la journée. Le ministre est incapable, il est vrai, d'influer sur la situation financière internationale, quoi que nous puissions faire à la Chambre aujourd'hui. Les remèdes n'agissent pas immédiatement dans le domaine monétaire international. Le système monétaire international réagit aux influences qui s'accumulent de jour en jour au point de devenir intolérables. C'est alors que des rajustements sont faits automatiquement sur le marché financier international.

Il est vrai aussi, et c'est bien regrettable pour le pays, que le ministre des Finances est arrogant. Je le répète, il n'est pas prêt à accepter les conseils de ce côté-ci de la Chambre. De fait, il n'est pas prêt à recevoir les conseils de qui que ce soit, peu importe le poste, l'expérience ou la compétence de la personne qui peut lui donner ces conseils. Nous savons qu'à maintes reprises, le ministre a reçu les conseils du gouverneur de la Banque du Canada, du Conseil économique du Canada et de diverses autorités reconnues du domaine financier et monétaire. Le ministre a eu les conseils de ces gens, mais il a préféré n'en pas tenir compte.

● (5.30 p.m.)

A l'appui de ce que je viens de dire, je désire consigner au hansard quelques-uns des avertissements de ces dernières années qui laissaient prévoir la situation dans laquelle le pays s'engage. Tous les députés reconnaîtront sûrement que, depuis deux ans au moins, le pays dépense plus qu'il ne gagne. Notre taux de productivité augmente très lentement, alors que le taux des dépenses du gouvernement monte en flèche. De fait, le taux des dépenses gouvernementales au Canada s'est accru plus rapidement que celui des États-Unis, en dépit du fait que ce pays est engagé dans la guerre déplorable du Vietnam.

Un éditorial intitulé «On ne retire pas une pinte d'une bouteille d'une chopine», publié dans le *Journal d'Ottawa* le 15 mars 1967, rapportait que M. Rasminsky, gouverneur de la Banque du Canada, aurait dit:

Des mouvements divergents comme nous en avons eu récemment quant aux coûts et à la productivité ne peuvent se maintenir longtemps sans affecter fortement l'économie canadienne.